

Projet de programme de l'Internationale Communiste

Notice : reproduction du texte publié dans le n° 65 de *La Correspondance Internationale*, année 1924, pp. 694-707. Référence dans la bibliographie de W. Hedeler : n° 971 (en anglais). Ce **Projet de programme de l'IC** est la reprise, complétée et légèrement amendée, de celui que Boukharine avait proposé au IV^{ème} Congrès en 1922. Il est adopté au V^e Congrès comme base de travail pour le prochain Congrès. Principales nouveautés : L'introduction et des variations du vocabulaire (ex. : « grande puissance » là où Boukharine avait écrit « trust capitaliste national » en 1922). La présentation avec des annotations marginales est conservée.

Introduction

Dans la lutte révolutionnaire contre la domination du capital, le prolétariat international doit coordonner les efforts de ses divers détachements, les lier en une armée internationale unique du Travail. Cette organisation, qui unit le prolétariat révolutionnaire en lutte indépendamment des frontières, de la nationalité et de la race, de la religion, du sexe et de la profession est l'Association Internationale des Travailleurs, l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste, qui unit tous les Partis communistes et est elle-même le Parti mondial de combat du prolétariat, a pour but d'affranchir le Travail du joug du capital ; elle préconise et organise le renversement violent du régime bourgeois par la révolution communiste, continuant par là la tradition révolutionnaire de l'Union des Communistes et de la I^{ère} Internationale fondées par Marx. Dans toute son activité théorique et pratique, elle se place entièrement et sans réserve sur le terrain du marxisme révolutionnaire, qui a trouvé son couronnement dans le léninisme, lequel n'est pas autre chose que le marxisme de l'époque des luttes prolétariennes directes pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Partant de là, l'I.C. s'efforce d'éclairer la conscience de classe des masses, oppose le matérialisme dialectique à l'idéologie bourgeoise, et mène une lutte systématique contre toutes les manifestations de l'influence bourgeoise sur le prolétariat ; la religion, la philosophie idéaliste, et toute autre philosophie non matérialiste et dialectique, la doctrine de l'harmonie entre les intérêts du travail et du capital, l'opportunisme socialiste. Se plaçant sur le terrain de la lutte de classe intransigeante, l'Internationale Communiste formule l'ensemble de ses principes, de ses buts et de ses principales méthodes de lutte dans son programme, qui unit des millions de travailleurs, leur expliquant la situation des opprimés, dans la société capitaliste et leur montrant le chemin de la victoire sur la bourgeoisie et de l'édification de la société communiste.

I. La société capitaliste

Actuellement le globe presque tout entier se trouve sous la domination du capital. Dans l'Union des Républiques Soviétiste seulement, cette domination est abolie.

Le pouvoir du Capital est basé sur la propriété privée et la production pour le marché, c'est-à-dire la production des marchandises. Le monopole des moyens de production, ainsi que des moyens de transport de ces marchandises est aux mains d'un groupe infime de personnes, de la classe capitaliste. Ce monopole lui assure un pouvoir économique sans partage sur des millions de prolétaires, privés de moyens de production et forcés de vendre leur force de travail. Le rapport entre le Travail salarié et le Capital est ainsi le fondement de la société bourgeoise.

La bourgeoisie consolide sa domination économique par sa domination politique, par son Etat, qui lui garantit la disposition exclusive de la force armée et de tous les autres moyens de contrainte physique. D'autre part, elle assoit sa domination dans le domaine intellectuel, aussi par l'instruction, qui se trouve tout entière entre les mains des capitalistes.

Pressurée économiquement, opprimée politiquement et intellectuellement, la classe ouvrière est esclave salarié du Capital. La classe ouvrière, qui constitue une partie de plus en plus nombreuse de la population, est ainsi une source vivante de profits pour la bourgeoisie qui exploite son travail.

Dans sa course à la plus-value, la bourgeoisie a été obligée de développer à une échelle toujours plus grande les forces de production et d'étendre de plus en plus la puissance du régime de production capitaliste. Mais en même temps les antagonismes fondamentaux du système capitaliste se manifestent avec une force toujours accrue et le mènent, par une nécessité absolue, à sa ruine bâtie sur l'exploitation de l'immense majorité de la population par une infime minorité, la société capitaliste est divisée en deux camps et la lutte de classes remplit toute son histoire.

La domination de la propriété privée engendre l'anarchie de la production sociale, sa marche aveugle, qu'aucune force consciente ne règle. Cette anarchie trouve son expression d'une part dans la lutte acharnée que se livrent entre eux les diverses entreprises et groupes, dans leur concurrence provoquant un immense gaspillage de forces ; de l'autre, dans le manque de proportion entre les différentes branches, dans l'antagonisme entre la production toujours croissante et la consommation limitée des masses prolétariennes, — d'où résultent des crises qui se répètent périodiquement, accompagnées d'une destruction des forces productrices et du chômage en masse du prolétariat.

La lutte du système capitaliste pour l'exploitation de l'univers détermine une forme particulière de concurrence, la concurrence entre Etats capitalistes, et trouve son expression finale dans les guerres, qui sont un des attributs essentiels du capitalisme, au même titre que les crises et le chômage.

Basée sur le développement des forces de production, la marche ascendante de la production capitaliste entraîne la disparition par le jeu de la concurrence, des formes économiques précapitalistes, la ruine d'une partie des paysans, l'extinction lente de l'artisanat, la défaite économique du petit et moyen capital, la mise à sac et l'exploitation impitoyable des pays coloniaux. Ce processus engendre, d'une part, l'accumulation du capital et sa centralisation entre les mains d'un petit nombre de multimillionnaires ; de l'autre, un accroissement formidable du prolétariat, qui se trempe à la dure école capitaliste et dont toutes ses conditions d'existence font un ennemi mortel de la bourgeoisie et de son régime.

La concentration du capital et l'extension du régime capitaliste reproduisent continuellement et à une échelle toujours plus vaste les contradictions fondamentales du capitalisme. La concurrence entre les petits capitalistes ne cesse que pour faire place à la concurrence entre les grands. Elle s'apaise entre les grands capitalistes pour éclater entre des associations gigantesques de millionnaires et leurs Etats respectifs; les crises, jadis locales et nationales, embrassent plusieurs pays, pour se changer ensuite en crises mondiales; les guerres du caractère local font place à des guerres de coalition et des guerres mondiales ; la lutte de classe passe des actions isolées de tels ou tels groupes ouvriers à une lutte nationale et ensuite internationale du prolétariat mondial contre la bourgeoisie mondiale.

L'exacerbation inévitable des rapports entre les classes est accompagnée du groupement des forces de chacune des classes adverses. D'un côté, la bourgeoisie capitaliste s'organise en associations, consolide son Etat, rassemble ses organisations en un bloc armé; d'autre part, la classe ouvrière, unie et cimentée par le mécanisme même de la production capitaliste, crée des organisations puissantes qui, tôt ou tard, se transforment en instruments de la lutte de classes du prolétariat contre la bourgeoisie, et sa principale citadelle : l'Etat.

Le développement du capitalisme approfondit inévitablement les antagonismes du système capitaliste concentrés dans la contradiction fondamentale entre les formes de production et le régime social de cette production, ce qui, en fin de compte, rend son existence impossible. La force vive qui le renverse, c'est le prolétariat insurgé contre son esclavage, détruisant le régime du capital et organisant l'économie systématique du socialisme, rendu possible par le capitalisme lui-même.

Ces conditions qui permettent de naître à la nouvelle forme économique appelée à succéder au capitalisme sont : la concentration des moyens de production ; la puissante technique capitaliste; le travail collectif incarné avant tout dans le prolétariat ; la science, issue du développement du capitalisme ; les organisations ouvrières, qui pourront fournir le premier noyau d'organiseurs de la société nouvelle; enfin la théorie marxiste, l'arme la plus formidable de la lutte prolétarienne, qui devient une grande force lorsqu'elle anime les masses.

Les dernières décades de la domination du Capital sont caractérisées par des traits spéciaux qui ont aggravé à l'extrême ses contradictions intérieures et ont provoqué la catastrophe inouïe de la guerre de 1914, la grande crise révolutionnaire commencée par la révolution d'octobre 1917 en Russie et la crise du capitalisme en général.

Le capitalisme est devenu un capitalisme mondial, la forme économique qui domine partout. Les vestiges des régimes économiques anciens — communisme primitif, féodalité, esclavage, capital marchand, simple économie marchande de l'artisan, économie naturelle ou marchande du paysan, — toutes ces formes, éparpillées à travers les parties du globe terrestre sont détruites, « pacifiquement » ou violemment, et subordonnées au pouvoir absolu du grand capital.

A la place d'innombrables entreprises privées ennemies les unes des autres, s'entredévorent dans la concurrence, surgissent de formidables coalitions de rois de l'industrie (syndicats, cartels, trusts, *konzern*) liées par un faisceau d'instituts bancaires. Cette nouvelle forme du capital, où le capital bancaire fusionne avec le capital industriel, où par l'intermédiaire des banques, la grande propriété foncière aussi entre dans l'organisation générale, où les vrais maîtres

sont une poignée d'individus, monstrueusement riches, une oligarchie financière quasi-héréditaire, revêt un caractère monopoliste nettement marqué. La libre concurrence, qui avait remplacé le monopole féodal, se transforme elle-même en monopole du capital financier.

Cette organisation du capital, essentiellement monopolisatrice, qui unit fréquemment des groupes de la bourgeoisie appartenant à des domaines économiques différents amène une transformation profonde des formes de concurrence. L'ancienne méthode de l'abaissement des prix fait place de plus en plus à la force brutale : le boycottage et autres formes de contrainte à l'intérieur de chaque pays ; les tarifs protectionnistes, les guerres douanières, et enfin la force armée mise en action par l'Etat dans les rapports internationaux. Deux faits principaux contribuent puissamment à exaspérer à l'extrême la concurrence économique internationale. D'une part, le partage général des colonies entre les grands Etats capitalistes ; de l'autre, l'exportation sans cesse croissante du capital, accompagnée d'une tendance renforcée à l'occupation directe du territoire sur lequel cette exportation est dirigée.

Dans cette situation, l'Etat et sa force armée acquièrent pour la bourgeoisie une importance exceptionnelle. La politique du capital financier est essentiellement et au plus haut degré une politique de rapine (l'impérialisme) qui suppose un développement monstrueux de l'armée, des flottes maritime et aérienne et de tous les moyens de destruction. Les progrès formidables du militarisme à leur tour, sont une des raisons qui rendent la concurrence internationale encore plus aiguë et déterminent des guerres d'extermination.

La centralisation du capital à l'échelle mondiale a amené ainsi la formation au sein de l'économie mondiale de grandes puissances de capitalisme financier, véritables centres d'oppression capitaliste universelle, de rapine, d'exploitation et d'asservissement de masses innombrables de prolétaires, de semi-prolétaires et de paysans. De ces grandes puissances dépendent, directement ou indirectement, les Etats bourgeois du second ordre qui vivent de leurs aumônes. Enfin les colonies, qui comptent des centaines de millions de travailleurs et d'exploités, sont un champ direct d'asservissement et de pillage.

Contre les forces puissamment organisées du capital financier, deux forces principales se dressent sous l'hégémonie du prolétariat: d'une part, les ouvriers des Etats capitalistes, de l'autre les peuples coloniaux courbés sous le joug du capital étranger. Mais cette tendance révolutionnaire fondamentale est temporairement paralysée du fait de la corruption d'une portion importante du prolétariat européen et américain par la bourgeoisie impérialiste. Recevant du pillage des colonies et des pays semi-coloniaux une plus value supplémentaire, la bourgeoisie des puissances impérialistes s'en sert pour élever le salaire d'une fraction des ouvriers de la métropole, qu'elle intéresse ainsi à ses conquêtes et au service de la « patrie » impérialiste. Cette corruption systématique s'est particulièrement manifestée dans l'aristocratie ouvrière (les ouvriers les mieux payés des industries privilégiées, les ouvriers des entreprises de l'Etat et des municipalités, les ouvriers hautement qualifiés en général, etc.) dans les milieux dirigeants bureaucratiques de la classe ouvrière : la social-démocratie et les syndicats, devenus de simples instruments de la bourgeoisie.

L'exacerbation de la lutte entre les grandes puissances capitalistes pour les sources de matières premières, les sphères d'application du Capital, les marchés d'écoulement, c'est-à-dire pour les colonies et le repartage du monde, a déchaîné la guerre de 1914 ; cette guerre a ébranlé à tel point les bases de l'économie capitaliste, elle a tellement aggravé le sort de la classe ouvrière, détruit tant d'illusions impérialistes au sein du prolétariat, qu'elle a ouvert une nouvelle période de l'histoire : celle de la désagrégation du régime capitaliste.

La guerre de 1914—18 a entraîné une destruction sans exemple des forces de production; l'anéantissement d'une quantité immense de moyens de production et de la meilleure force de travail, enfin d'immenses dépenses improductives par suite de l'emploi des forces de production à la consommation improductive.

Les désarroi de la circulation internationale qui en résulte, le chaos jeté dans l'ancienne répartition internationale du travail, le naufrage des règlements financiers, le déséquilibre des changes, l'endettement formidable des Etats accentuant encore la désorganisation de l'économie capitaliste mondiale.

Les systèmes économiques impérialistes subissent des modifications essentielles du fait que les pays coloniaux et semi-coloniaux, profitant de l'affaiblissement de l'armature impérialiste, obtiennent une indépendance économique plus grande. C'est là un fait qui sape les bases de la prospérité des métropoles et aggrave également la crise générale.

Les faits fondamentaux précités de la période de guerre et d'après-guerre ont trouvé leur expression dans une chute du revenu public. Celle-ci provoque à son tour une exacerbation de la lutte pour sa répartition, c'est-à-dire la concurrence entre les différentes oligarchies financières, entre les colonies et les métropoles, et surtout entre le prolétariat et la bourgeoisie (lutte de classes), les groupes intermédiaires tendant à se rallier au prolétariat lorsqu'ils ont particulièrement souffert de la guerre.

Dans son ensemble, le capitalisme d'après-guerre est caractérisé par une extrême instabilité dans toutes les sphères, économique, politique, sociale et même doctrinale et intellectuelle. Sur le fond de la crise générale, apparaissent les signes manifestes d'une profonde dégénérescence idéologique de la bourgeoisie : le retour à la religion, au mysticisme, à

l'occultisme, etc., annonce clairement l'imminence de l'effondrement de la civilisation bourgeoise.

Le processus de désagrégation du capitalisme n'est pas neutralisé par l'apparition simultanée de tendances à sa restauration partielle et à la création de nouvelles forces de production. Tout développement du capitalisme dans ce sens suscite en effet ses propres contradictions toujours plus fortes et plus aiguës, et prépare des méthodes de destruction encore plus terribles (par exemple la guerre chimique), menaçant l'existence même de la société humaine.

L'exacerbation de la lutte de classe commencée déjà pendant la guerre, a amené la rupture du front impérialiste sur son secteur le plus vulnérable, en Russie. Ainsi, la Révolution d'Octobre accomplie par le prolétariat de Russie, qui renversa le régime bourgeois grâce à des conditions particulièrement favorables, a ouvert l'ère de la révolution prolétarienne universelle dont elle est le premier chaînon.

Les insurrections prolétariennes qui ont suivi et qui, après un succès passager, se sont terminées par la défaite du prolétariat (Finlande, Hongrie, Bavière) ou ont été arrêtées à mi-chemin par la trahison de la social-démocratie, ennemie active du communisme révolutionnaire (Autriche, Allemagne) ont été dans le développement de la Révolution internationale des étapes au cours desquelles se sont évanouies les illusions bourgeoises du prolétariat et se sont concentrées les forces de la révolution communiste.

Le seul fait de l'existence de l'Union soviétiste, centre organisateur du mouvement prolétarien universel, revêt donc une importance exceptionnelle. L'Union Soviétiste, par sa seule existence, est un coin enfoncé dans le système capitaliste, en maintenant sur la sixième partie du globe un régime opposé par principe au régime capitaliste. D'autre part, elle est le détachement le plus ferme du mouvement prolétarien, car la classe ouvrière y a à sa disposition tous les moyens et ressources

Dans la révolution internationale en voie de développement, la social-démocratie avec les syndicats qu'elle dirige est devenue le facteur contre-révolutionnaire le plus important. Elle ne s'est pas bornée à trahir pendant la guerre les intérêts des ouvriers en soutenant dans chaque pays « son » gouvernement impérialiste (social-patriotisme, social-chauvinisme) ; elle a défendu les traités de rapines (Brest-Litovsk, Versailles) ; elle a été une force active aux côtés des généraux pendant la répression sanglante des insurrections prolétariennes (Noske) ; elle a combattu par les armes la première République prolétarienne (Russie) ; elle a vendu le prolétariat arrivé au pouvoir (Hongrie) ; elle est entrée dans l'association de brigandage qui a nom « la Société des Nations » (Thomas). Elle s'est rangée ouvertement du côté des maîtres contre les esclaves coloniaux (le Labour Party anglais). L'aile pacifiste de la social-démocratie (centre) a démoralisé la classe ouvrière par toutes sortes d'illusions pacifistes et par sa propagande de non-résistance par quoi elle a donné au capital, principalement dans les moments critiques de la révolution, la meilleure des armes. Ainsi donc, la social-démocratie est la dernière réserve de la société bourgeoise, son plus ferme rempart. Au même titre que la social-démocratie par l'intermédiaire et au moyen de laquelle la bourgeoisie réprime les ouvriers ou endort leur vigilance, le fascisme est une autre forme d'exploitation du mécontentement des masses, orientant ce mécontentement dans la voie contre-révolutionnaire. Ces deux méthodes, inconnues du capitalisme « normal », manifestent la crise générale du capitalisme et, en même temps, entravent la marche de la Révolution.

La disparition progressive des illusions impérialistes au sein de la classe ouvrière soustrait le prolétariat à l'influence de la social-démocratie et du fascisme et prépare un terrain favorable aux partis communistes qui au cours de la lutte s'unissent en une grande association internationale des ouvriers révolutionnaires: l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste tirera l'humanité du chaos et de la misère, de la désorganisation effroyable où la plonge le capitalisme en désagrégation, des nouvelles guerres folles et monstrueuses dans lesquelles la bourgeoisie est prête à anéantir à coups de canons des millions de travailleurs et les restes de sa propre civilisation, pour la conduire au communisme, hors duquel il n'y a que mort et dissolution.

II. L'émancipation du travail et la société communiste

Le but final auquel tend l'Internationale Communiste est le remplacement de la société capitaliste par la société communiste. Préparée par toute l'évolution économique, la société communiste est pour l'humanité la seule issue, car, seule elle détruit les contradictions fondamentales du système capitaliste, qui la mènent fatalement à sa perte.

Le communisme supprime la division de la société en classe, c'est-à-dire l'anarchie sociale. Les classes en lutte les unes contre les autres sont remplacées par la grande communauté des travailleurs. Les immenses dépenses improductives suscitées dans les sociétés divisées en classes par la lutte des hommes entre eux disparaissent et l'énergie ainsi libérée est employée à combattre la nature, à développer et agrandir la puissance humaine.

Abolissant la propriété privée sur les moyens de production, dont elle fait une propriété commune, la société communiste remplace la force élémentaire de la concurrence, la marche aveugle de la production sociale, par son organisation rationnelle et systématique. En même temps que l'anarchie de la production et la concurrence, elle supprime également les guerres. Le gaspillage fantastique des forces de production et le développement convulsif de la

société font place à la mise en œuvre méthodique de toutes les ressources et, ce qui importe le plus, à une évolution économique paisible et régulière.

La suppression de la propriété privée et des classes entraîne la suppression de toute exploitation de l'homme par l'homme. Le travail cesse d'être un labeur pour les autres ; la différence entre riches et pauvres s'efface. En même temps disparaissent les organes de la domination d'une classe sur l'autre, et en premier lieu l'Etat. Incarnation de la domination d'une classe, l'Etat disparaît à mesure que disparaissent les classes. Et cette disparition amène celle des formes de contrainte en général.

L'abolition des classes est accompagnée de la suppression de tout monopole de l'instruction. Tout enseignement, jusques et y compris l'enseignement supérieur, est accessible à tous. Dans cette situation, toute domination d'un groupe d'hommes sur d'autres devient impossible, et l'humanité devient un immense champ de sélection et d'utilisation des talents et des génies dans tous les domaines de la culture.

La croissance des forces de production n'est plus entravée par aucune barrière sociale. Ni la propriété privée sur les moyens de production, ni les calculs intéressés, ni l'ignorance artificiellement entretenue des masses, ni leur pauvreté, qui entrave le progrès technique en société capitaliste, ni les énormes dépenses improductives n'existent plus en société communiste.

L'union de la technique et de la science, l'organisation scientifique de la production, la comptabilité publique, la statistique, l'utilisation de toutes les possibilités économiques (répartition rationnelle des entreprises, concentration, utilisation optimale des forces de la nature) — assurent le maximum de productivité du travail et libèrent ainsi l'énergie humaine pour un puissant développement de la science et des arts.

Le développement des forces de production ouvrira à toute l'humanité, dans la société nouvelle, de larges possibilités d'augmenter son bien-être, et par suite d'atteindre à un niveau de civilisation sans exemple dans l'histoire. Cette culture nouvelle de l'humanité unifiée pour la première fois, libérée de toutes les frontières, sera basée sur des rapports nets et transparents entre les hommes. C'est pourquoi elle enterrera définitivement tout mysticisme, la religion, les préjugés et les superstitions et donnera une forte impulsion au développement de la raison toute puissante de l'homme. r

III. Le renversement de la bourgeoisie et la lutte pour le communisme

Entre le régime communiste et le régime impérialiste s'étend une longue période de luttes du prolétariat, de victoires et de défaites ; une période de décadence du capitalisme, mais avec des hauts passagers et partiels ; une période de guerres nationales et d'insurrections coloniales qui ne sont pas par elles-mêmes des mouvements du prolétariat révolutionnaire, mais qui sapent la domination de l'impérialisme, deviennent objectivement partie intégrante de la révolution prolétarienne universelle; une période de lutte armée et « pacifique » des Etats capitalistes contre les Etats socialistes naissants, une période comportant des accords temporaires entre les systèmes sociaux et économiques opposés et un duel à mort entre eux. Enfin, au triomphe du prolétariat et à la consolidation dans le monde de son pouvoir conquis dans les combats, les souffrances et les privations, succédera une époque de construction intense. La diversité des types de capitalisme d'un pays à l'autre et la variété des conditions du processus révolutionnaire entraînent fatalement la diversité des types nouveaux en construction, ce qui sera une caractéristique inévitable de cette longue époque de transition. La conquête du pouvoir par le prolétariat n'est ici que la prémisse du développement pacifique des formes économiques socialistes, de même que le développement intellectuel du prolétariat, qui refond sa propre nature, devient capable de guider la société dans tous les domaines, entraîne dans ce processus de rééducation les autres classes, et prépare par là-même la disparition des classes en général. Dans la lutte pour la dictature du prolétariat et la transformation ultérieure du régime social contre le bloc des propriétaires fonciers et des capitalistes se constitue le bloc des ouvriers et des paysans sous l'hégémonie morale et politique des premiers. La période de transition dans son ensemble est caractérisée par la croissance des formes économiques socialistes et le développement intellectuel du prolétariat et des travailleurs en général. C'est seulement après la réalisation de ces tâches historiques que la société commencera à se transformer en société communiste.

Ainsi donc, la condition indispensable de la transformation de la société capitaliste en société communiste, le point de départ sans lequel tout progrès ultérieur de l'humanité est impossible, — c'est le renversement révolutionnaire de l'Etat bourgeois et la prise du pouvoir par la classe ouvrière, décidée avant tout à réprimer l'ennemi et à affermir le régime nouveau. La dictature du prolétariat — voilà le postulat le plus élémentaire du développement social.

La conquête du pouvoir par le prolétariat n'est autre chose que la destruction de l'appareil de l'Etat bourgeois par les organes de combat des masses prolétariennes et l'organisation par ces dernières du nouveau pouvoir de classe, le pouvoir du prolétariat.

En règle générale, la forme la plus rationnelle de l'Etat prolétarien, c'est, — comme l'a montré l'expérience des révolutions russe et hongroise, qui a infiniment élargi celle de la Commune de Paris en 1871, — **l'Etat des Soviets**. Ce type, naissant directement du plus vaste mouvement des masses, est celui qui assure la plus grande activité des masses,

et partant, les chances les plus grandes de victoire définitive.

L'Etat du type soviétiste est en opposition tranchée avec la démocratie bourgeoise qui est toujours une forme masquée de la dictature bourgeoise. Sous la démocratie bourgeoise, les organisations des ouvriers sont tout au plus tolérées; dans la démocratie prolétarienne, elles sont le principal appui des organes de l'Etat prolétarien.

Contrairement à la démocratie bourgeoise l'Etat soviétiste reconnaît ouvertement son caractère de classe et se propose ouvertement d'écraser les exploités dans l'intérêt de l'immense majorité de la population.

La démocratie bourgeoise laissant intacte le monopole de la classe des capitalistes sur les moyens de production et sur toutes les valeurs matérielles de quelque importance, réduit par là les droits formels des ouvriers à une simple fiction. L'Etat soviétiste, réalise les conditions de l'exercice effectif de ces droits en assurant matériellement la liberté de la presse ouvrière, le fonctionnement des organisations ouvrières, etc..

La démocratie prolétarienne, pour la première fois au monde, abolit l'inégalité entre les citoyens, fondée, sous les systèmes d'exploitation, sur le sexe, la race, la religion et la nationalité ; elle établit une égalité qui n'existe dans aucun pays capitaliste.

Réalisant une large démocratie au sein de la société des travailleurs, la démocratie prolétarienne et ses organes se tiennent proches des masses, qu'ils font participer à l'administration de l'Etat. Le droit de révoquer et rappeler les députés, l'union des pouvoirs exécutif et législatif, les élections basées non pas sur l'unité territoriale, mais sur l'unité économique (usines, ateliers, etc.) ; tout cela trace une ligne bien tranchée entre la république parlementaire bourgeoise et la dictature du prolétariat exercée par les Soviets.

La classe ouvrière, guide et avant-garde de tous les travailleurs, et en premier lieu des paysans, est obligée, dans les premiers temps, de matérialiser sa direction dans certains privilèges juridiques. Ces privilèges doivent disparaître graduellement, au fur et à mesure que le reste des travailleurs, et à leur suite les autres citoyens, se rééduquent par l'effet du nouveau régime.

Une partie essentielle de la conquête du pouvoir est la destruction du monopole de la bourgeoisie sur les armes et la concentration de ces armes entre les mains du prolétariat. Le désarmement de la bourgeoisie et l'armement du prolétariat doivent devenir les pierres angulaires de la lutte du prolétariat contre ses ennemis.

De même, l'organisation de la force armée, fondée sur une discipline révolutionnaire rigoureuse, doit être effectuée sur la base du principe de classe qui correspond à toute la structure de la dictature prolétarienne et assure le rôle dirigeant du prolétariat industriel.

Le prolétariat victorieux utilise le pouvoir qu'il a conquis pour écraser la résistance de ses ennemis et assurer le maintien de sa domination contre toutes les attaques de la bourgeoisie.

D'autre part, il emploie cet instrument de violence concentrée pour exproprier les expropriateurs, c'est-à-dire pour opérer la refonte révolutionnaire des rapports économiques, puis de tous les autres rapports sociaux. D'après la règle, cette expropriation s'opère sous la forme de confiscation ou aliénation sans indemnité et remise à l'Etat prolétarien.

Dans ce domaine, l'Internationale Communiste préconise les mesures fondamentales suivantes:

1. Expropriation des grandes entreprises industrielles, des transports, des postes, télégraphe et téléphone, des centrales électriques, etc..

2. Nationalisation prolétarienne des grands domaines fonciers, leur remise aux organes de la dictature prolétarienne ; leur mise en valeur collective par les prolétaires agricoles participant à la gestion ; cession d'une partie des terres, surtout de celles qu'ils cultivaient à titre de fermiers, aux paysans pauvres et aussi aux paysans moyens (cette partie étant déterminée non seulement par des considérations d'opportunité économique, mais aussi par la nécessité de neutraliser la paysannerie, et par conséquent par l'importance sociale et politique de celle-ci) ; organisation du crédit pour l'amélioration du sol et lutte, contre l'usure et la spéculation sur les terres; organisation de l'assistance agronomique aux paysans, d'un enseignement convenable, etc..

3. Nationalisation prolétarienne des banques. Remise à l'Etat prolétarien de toute la réserve d'or, des valeurs, etc. ; garantie des intérêts des petits déposants ; centralisation des banques ; subordination de toutes les grandes banques à la Banque Centrale de la République.

4. Nationalisation et municipalisation du grand commerce de gros.

5. Annulation des dettes d'Etat.

6. Monopole du commerce extérieur.

7. Monopolisation par la classe ouvrière des grandes imprimeries et des grands journaux.

En réalisant ces mesures, il faut toujours avoir en vue les considérations suivantes.

La nationalisation ne doit pas, en règle générale, s'étendre aux petites et moyennes exploitations. Tout d'abord en effet le prolétariat, maître du pouvoir, n'aura pas, surtout dans la première période de sa dictature, un personnel suffisant pour établir, et non pas détruire seulement, la liaison entre les petites et les moyennes unités de production. Ensuite le prolétariat ne doit pas dresser contre lui les groupes sociaux intermédiaires. Le prolétariat victorieux doit établir une juste proportion entre les sphères de production qui se prêtent à une direction centralisée et systématique et celles qui ne seraient qu'un poids mort entre ses mains. Ces dernières doivent être abandonnées à l'initiative privée.

En appliquant ces mesures fondamentales, le prolétariat s'assure les principales conditions nécessaires à la solution des problèmes économiques essentiels qui s'imposent à lui au début de la transition du capitalisme au socialisme. La méthode d'exécution est déterminée d'une part par les nécessités économiques découlant du but à atteindre, d'autre part par les exigences politiques de la guerre civile et des guerres extérieures, exigences qui subsisteront et pourront se représenter encore longtemps. Selon l'état économique et politique concret de chaque pays et selon la situation internationale, la nécessité peut apparaître, pour un délai plus ou moins prolongé, d'un système économique-politique qui sape la base matérielle des éléments hostiles, assure une consommation rationnelle des réserves existantes, mais, par contre, détruisant les stimulants économiques de l'entreprise privée (réquisitions, etc.) inséparable elle-même de l'économie prolétarienne, entrave au plus haut ou même rend impossible le progrès des forces de production (communisme de guerre).

La guerre civile proprement dite une fois terminée, c'est-à-dire la domination politique de la classe ouvrière une fois assise, les exigences économiques deviennent décisives, tandis que les procédés du communisme de guerre passent à l'arrière-plan et finalement disparaissent.

Ainsi, l'ensemble de l'économie sociale, au premier stade de la dictature du prolétariat, se présente sous l'aspect suivant :

Il existe **une grande diversité de formes économiques**, depuis la grande industrie et les grands domaines agricoles socialisés jusqu'aux petites entreprises privées des artisans et des paysans. Plus le pays était arriéré en régime capitaliste, plus sont variées et nombreuses ces formes économiques.

A ces diverses formes économiques répondent, d'un côté, des classes diverses, de l'autre des stimulants économiques divers, dont le mouvement conditionne le cours de la production et, par suite, l'essor des forces productrices.

La diversité des formes de l'économie et de la production détermine à son tour la **forme de leur liaison**. Plus l'influence de la petite économie privée est grande, plus est grand le rôle de la liaison **assurée par le marché**, avec toutes les conséquences qui s'ensuivent.

De là découlent les objectifs principaux de la politique économique du prolétariat, détenteur des grandes branches de production, économiquement décisives. Mettant à profit la forme économique de la grande industrie et des moyens de communications, de même que la puissance de l'appareil d'Etat, il faut régler l'économie privée et les stimulants de l'activité économique privée de façon à assurer, en fin de compte, leur disparition la moins douloureuse possible. Ce qui importe c'est de s'adapter au marché pour le régler. C'est par le marché et la concurrence avec les types économiques désuets et avec la nouvelle bourgeoisie continuellement engendrée par eux: commerçants, capitalistes, etc. que le prolétariat doit évincer ces formes économiques. L'adaptation au marché entraîne inévitablement l'emploi des procédés et formes capitalistes (calculations, paiements en espèces, organisation du commerce, y compris la Bourse et les banques, etc.). Cependant, ces formes plus ou moins capitalistes, dans les entreprises de l'Etat prolétarien, sont remplies d'un contenu anticapitaliste, de même que la forme de l'armée prolétarienne régulière assure la force et la croissance de son contenu anticapitaliste. D'autre part, l'application de ces formes et méthodes contient en germe leur propre anéantissement: plus la grande production prolétarienne marche de l'avant et triomphe, plus le poids spécifique du marché diminue, plus le système prend d'extension, dans l'économie, et moins les formes capitalistes d'activité économique sont nécessaires.

De même, au sein des entreprises socialisées, vu les survivances de l'influence capitaliste et le manque d'homogénéité de la classe ouvrière elle-même, l'application temporaire, dans une mesure plus ou moins large des procédés capitalistes (système des primes, salaire aux pièces) s'impose.

D'autre part, l'Etat prolétarien doit soutenir et encourager de toutes ses forces les formes de transition à l'économie collective qui apparaissent chez les petits producteurs. La coopération des paysans a une grande importance et, dans les pays agraires, une importance exceptionnelle. Si, sous le capitalisme et la dictature bourgeoise, la coopération paysanne

se transforme fatalement en une organisation capitaliste collective et le soi-disant « socialisme agraire » n'est qu'une pitoyable utopie réformiste, puisque la coopération entre dans l'ensemble de l'économie capitaliste, — sous la dictature prolétarienne, avec une politique économique habile, avec la croissance de la grande production socialisée, la coopération des paysans entrera fatalement dans le système économique de la dictature prolétarienne.

Somme toute, durant la période de dictature prolétarienne, la lutte de classes prend à un haut degré le caractère d'une lutte économique entre formes économiques concurrentes, mais qui, durant une certaine période, peuvent croître ensemble. Notre mission consiste à assurer l'évincement des formes arriérées et hostiles au prolétariat. Il importe particulièrement de combiner habilement l'industrie d'Etat avec les coopératives paysannes en formation contre le capital marchand et les germes du capital industriel.

Il est également indispensable d'utiliser les finances de l'Etat et le système fiscal de façon à régler la répartition des forces de production même dans les sphères économiques qui ne se trouvent pas entre les mains de l'Etat prolétarien.

Le prolétariat doit être particulièrement attentif et prudent dans la question des rapports entre la ville et la campagne et bien se garder d'enlever aux paysans les mobiles individuels d'action.

Il va de soi que le rôle du marché et l'emploi des méthodes de la « nouvelle politique économique » dépendent de l'importance relative de la grande production capitaliste et de la petite production, c'est-à-dire de la maturité des « domaines nationaux » correspondants.

La lutte pour l'expropriation des expropriateurs exige que tous les éléments de cette lutte soient attentivement pesés.

La grande bourgeoisie et les grands propriétaires fonciers, les éléments du corps des officiers qui leur sont dévoués, les généraux et la haute bureaucratie, sont pour la classe ouvrière des ennemis conséquents, contre lesquels elle doit mener une lutte implacable. L'utilisation de leur talent d'organisation n'est possible, en règle générale, qu'après la consolidation de la dictature et l'écrasement définitif des complots et insurrections des exploités.

La question des techniciens a une importance immense pour la révolution prolétarienne. Réprimant résolument toute action contre-révolutionnaire de leur part, mais tenant compte, en même temps, de la nécessité absolue d'utiliser cette force sociale qualifiée, le prolétariat doit éviter soigneusement tout acte portant un préjudice économique aux intellectuels, surtout à ceux qui ont déjà fortement souffert de la guerre, et les soumettre à son influence idéologique, en développant les perspectives de l'édification intellectuelle socialiste.

A l'égard des paysans, la tâche des Partis Communistes consiste à en gagner à leur cause une fraction considérable. Etablissant une distinction rigoureuse entre les diverses catégories, et tenant compte de l'importance de chacune, le prolétariat victorieux doit soutenir, par tous les moyens, les éléments pauvres et semi-prolétariens, en leur donnant une partie des terres des grands propriétaires, en facilitant leur résistance au capital usuraire, etc., il doit neutraliser les couches moyennes, en laissant intactes leur propriété, leur terre, leur bétail, leurs instruments ; il doit repousser vigoureusement toute agression de la part des riches campagnards, qui font bloc avec les grands propriétaires.

Dans cette lutte, le prolétariat doit s'appuyer sur des organisations de paysans pauvres, dirigées par le prolétariat agricole dans les pays où le salariat est répandu dans l'agriculture.

La petite-bourgeoisie urbaine, perpétuellement hésitante entre la réaction la plus effrénée et le prolétariat, doit également être neutralisée dans la mesure du possible. On y arrivera en lui laissant son avoir, en lui accordant la liberté économique, en l'aidant contre le crédit usuraire, etc..

Dans tous ces domaines, les organisations les plus diverses du prolétariat (coopératives, syndicats, etc., et en premier lieu le Parti, force directrice de la révolution) doivent être effectivement des organes du pouvoir prolétarien. Ce n'est que si elles soutiennent sans réserve leur pouvoir et sont animées d'une volonté unique, ce n'est que si le Parti a la direction générale de toutes, que le prolétariat pourra remplir son rôle d'organisateur de toute la société dans la période la plus critique de l'histoire de l'humanité.

Enlevant à la classe capitaliste le monopole des moyens de production, la classe ouvrière doit également lui enlever celui de l'instruction, c'est-à-dire s'emparer de tout l'enseignement, y compris l'enseignement supérieur.

Une tâche particulièrement importante du prolétariat est la préparation pour l'industrie (ingénieurs, techniciens, organisateurs, comptables, etc.) dans la science, l'art militaire, etc., de spécialistes recrutés parmi la classe ouvrière. Seulement ainsi, en tirant sans cesse de lui-même des cadres nouveaux, le prolétariat deviendra véritablement la force qui dirigera la construction de la nouvelle société.

En outre, il faut élever le niveau intellectuel général des masses prolétariennes, leur éducation politique, leurs connaissances techniques et leur qualification professionnelle, les former au travail collectif et à la camaraderie et combattre chez elles les survivances des préjugés bourgeois et petit-bourgeois, etc..

Parmi les préjugés bourgeois et les superstitions à combattre, la religion occupe une place toute spéciale. La lutte doit être menée ici avec tout le tact et la prudence nécessaires, surtout dans les catégories de travailleurs où la religion a poussé des racines profondes dans les mœurs. Le pouvoir prolétarien doit cesser tout soutien à l'Eglise, interdire toute intervention dans le service d'Etat de l'éducation et de l'enseignement et réprimer impitoyablement toute action contre-révolutionnaire des Eglises et de leurs fonctionnaires.

Le principal appui des gigantesques Etats impérialistes a toujours été le rapport artificiellement établi entre les colonies, les semi-colonies, les Etats nationaux et les métropoles impérialistes. C'est pourquoi, pour la désagrégation du régime capitaliste comme pour la construction du socialisme, les questions coloniale et nationale jouent un rôle d'une importance exceptionnelle.

Dans ce domaine également, menant une politique diamétralement opposée à celle de la bourgeoisie et de la social-démocratie, l'Internationale Communiste soutient les thèses fondamentales suivantes:

1. Droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes, jusques et y compris le droit de se séparer complètement de l'Etat auquel elles sont incorporées pour former un Etat distinct. Le principe est obligatoire et comme revendication à l'égard de l'Etat bourgeois, où il sert de moyen de lutte contre les impérialistes; et comme règle sous le régime de la dictature du prolétariat, où il est un moyen de vaincre la méfiance nationale, engendrée par des siècles de régime bourgeois.

2. Libération des colonies et soutien de tous les mouvements coloniaux dirigés contre l'impérialisme. Si un Etat prolétarien possède des colonies léguées par le régime précédent, ces dernières ont le droit de se séparer de lui.

3. Des unions de Républiques des Soviets au début sous forme de Fédérations.

Outre ces points concernant le régime de l'Etat, l'Internationale Communiste revendique l'égalité des nations, la suppression de toute loi d'exception contre telle ou autre nation. L'Internationale Communiste lutte également contre les lois capitalistes sur l'immigration (par exemple, les lois anti-japonaises aux Etats-Unis d'Amérique), et mène aussi une propagande contre toutes les formes de chauvinisme et de nationalisme, même si ces préjugés existent dans un milieu ouvrier. L'Internationale Communiste mène une lutte particulièrement énergique contre le chauvinisme des nations impérialistes.

La prise du pouvoir par le prolétariat ne pouvant s'effectuer simultanément dans tous les pays ou même dans les principaux, et les Etats prolétariens subsistant en face des Etats capitalistes, on doit reconnaître comme possibles, admissibles et même parfois obligatoires, malgré l'hostilité de principe entre les Etats capitalistes et prolétariens, des compromis dans le domaine de la politique extérieure des Etats prolétariens (commerce extérieur, emprunts, concessions, participation aux conférences générales et autres formes d'accords, y compris les accords militaires

IV. La voie menant à la dictature du prolétariat

Le succès de la lutte pour la dictature du prolétariat n'est possible que si elle est dirigée par un Parti Communiste uni, trempé par les combats, discipliné et centralisé.

Le Parti est l'avant-garde de la classe ouvrière, formée de l'élite de la classe ouvrière, de ses membres les plus conscients, les plus actifs et les plus courageux. Il incarne l'expérience de l'ensemble de la lutte prolétarienne, en s'appuyant sur la théorie révolutionnaire du marxisme; représentant les intérêts communs et permanents de la classe dans son entier, le Parti représente l'union des principes prolétariens, de la volonté prolétarienne, de l'action révolutionnaire prolétarienne.

Etant une organisation de combat, menant le prolétariat à la prise du pouvoir, il est formé de combattants révolutionnaires actifs, dont chacun exécute tel ou tel travail dans le Parti ; il est ainsi un Parti révolutionnaire, cimenté par une discipline de fer et un ordre révolutionnaire rigoureux, le centralisme démocratique. Ces qualités résultent de la conscience de l'avant-garde prolétarienne et de son dévouement à la Révolution, de son habileté à entretenir une liaison indissoluble avec le prolétariat en général, enfin de la justesse de sa direction politique, vérifiée et expliquée à tout instant par l'expérience des masses les plus nombreuses.

Afin de remplir sa mission historique, le Parti communiste doit au préalable se proposer et atteindre les buts stratégiques suivants :

Conquérir à son influence la majorité des membres de sa propre classe, y compris les femmes et la jeunesse.

Conquérir à son influence les travailleurs en général (la population pauvre des villes et des campagnes, les intellectuels paupérisés, ce qu'on appelle les « petites gens », c'est-à-dire la petite-bourgeoisie en général), et assurer ainsi l'hégémonie politique du prolétariat dirigé par le Parti Communiste.

Mettre à profit les conflits au sein des classes hostiles soit à l'intérieur du pays soit à l'échelle internationale (par

exemple, les crises de guerre).

Discréditer, démasquer et anéantir l'influence politique de la social-démocratie et de la bureaucratie syndicale jaune qui sont le plus sûr appui du capitalisme.

Conquérir à son influence les grandes organisations du prolétariat (syndicats, coopératives, conseils d'usines, soviets, etc.).

Dans sa lutte pour le but final du mouvement prolétarien, le parti doit tenir compte des circonstances concrètes, de la corrélation des forces entre les classes, du degré de solidité du capitalisme, du degré de préparation du prolétariat, de l'attitude des éléments intermédiaires, etc.. En fonction de ces circonstances, le parti formule ses mots d'ordres et ses méthodes. Lançant des mots d'ordre provisoires et posant les revendications tactiques de toutes sortes dictées par les circonstances, il doit subordonner ces revendications et ces mots d'ordre à son but révolutionnaire qui est de s'emparer du pouvoir et de renverser la société bourgeoisie capitaliste. Il est également inadmissible d'ignorer les besoins et le combats journaliers de la classe ouvrière et de s'y cantonner. Le Parti doit, en partant de ces besoins, conduire la pensée et l'action de la classe ouvrière au-delà, c'est-à-dire à la lutte révolutionnaire pour le pouvoir.

Se refuser à lancer des revendications partielles et des mots d'ordre provisoires n'est pas compatible avec les principes tactiques du communisme, car c'est en réalité condamner le parti à la passivité et l'isoler des masses.

La tactique du front unique et le mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan sont une partie essentielle de la tactique des P. C. pendant toute la période de la conquête des masses au communisme.

Dans une situation immédiatement révolutionnaire, lorsque les classes dominantes sont plus ou moins désorganisées, lorsque les masses sont en état d'effervescence, lorsque les couches intermédiaires inclinent vers le prolétariat, — le Parti du prolétariat doit mener les masses à un assaut direct contre l'Etat bourgeois. Pour cela, il faut aiguïser sans cesse les mots d'ordre et rendre de plus en plus violentes les actions de masses, auxquelles doivent être subordonnées toutes les branches de l'agitation et de la propagande du Parti, l'activité parlementaire y comprise. S'y rapportent également les grèves, les combinaisons de grèves et de manifestations, de manifestations armées et de grèves, et enfin la grève générale alliée à la forme la plus haute de la lutte militaire directe contre l'Etat de la bourgeoisie. Cette lutte est soumise aux règles de l'art militaire, suppose un plan (indiquant le temps, le lien des opérations, etc.) une méthode offensive, enfin une abnégation et un héroïsme sans bornes de la part du prolétariat. Tout cela exige que les masses soient organisées en unités armées, dont la forme même entraîne et met en mouvement le plus grand nombre possible de travailleurs (soviets de députés ouvriers et paysans, soviets de soldats, etc.). Le travail dans l'armée et la flotte est lui aussi indispensable à la victoire.

Le rassemblement des masses sous le drapeau communiste doit s'effectuer à propos de toutes les questions aiguës d'actualité, avant tout les campagnes contre l'impérialisme et le militarisme, contre la menace de nouvelles guerres impérialistes, etc..

Il en est de même pour les questions liées à la lutte contre les conséquences économiques de la guerre et la crise d'après-guerre (vie chère, chômage, prolongation de la journée de travail, élévation des impôts, etc.).

La solidarité avec l'Union des Soviets, — renforçant cette dernière et ralliant les masses autour de ce centre anticapitaliste organisé, — est un instrument puissant d'organisation aux mains de la classe ouvrière internationale.

Pour coordonner ces actions et les diriger le plus rationnellement possible, le prolétariat international a besoin d'une discipline internationale, qui doit être observée avant tout au sein des Partis Communistes. Cette discipline communiste internationale consiste à subordonner les intérêts partiels et locaux du mouvement à ses intérêts généraux et durables et à faire strictement exécuter toutes les décisions des organes dirigeants de l'Internationale Communiste.

Etant Parti mondial unique du prolétariat, l'Internationale Communiste oblige toutes ses Sections à peser scrupuleusement les particularités de la situation dans leurs pays respectifs. C'est seulement en tenant compte de ces particularités que l'on peut mener une politique vraiment marxiste. La différence entre les pays à capitalisme hautement développé qui sont au seuil de la révolution prolétarienne ; les pays où est à l'ordre du jour une révolution bourgeoise qui pourra se transformer en révolution prolétarienne ; et enfin les pays qui, étant des colonies ou des semi-colonies des Etats impérialistes, doivent inévitablement traverser une phase de guerres coloniales et nationales, — cette distinction doit avoir une influence essentielle sur toute l'activité des partis communistes, sous la direction unique et centralisée de l'Internationale Communiste.